



CONSELL GENERAL
PRINCIPAT D'ANDORRA



BIOGRAPHIE DES EXPERTS

XXXVII ASSEMBLÉE RÉGIONALE EUROPE

21 ET 22 OCTOBRE 2025

« COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE EN RÉGION EUROPE DE L'APF »



LES NOUVEAUX ENJEUX DE COMPÉTITIVITÉ ET DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE À L'HEURE DE LA GÉOPOLITISATION DU COMMERCE

ELVIRE FABRY

Elvire Fabry est chercheuse senior en géopolitique du commerce à l'Institut Jacques Delors. Docteure en science politique (Sciences Po Paris) et titulaire de masters en philosophie et en relations internationales (Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Elvire Fabry est spécialiste de la sécurité économique, des négociations commerciales et des relations UE-États-Unis/UE-Chine. Ses travaux portent principalement sur les chaînes de valeur, l'investissement, la gouvernance mondiale et la réforme de l'OMC, avec une attention constante aux enjeux du Brexit et du dé-risking.

Elle siège au conseil du CEPPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), au Policy Advisory Committee du German Marshall Fund (Paris), au Conseil scientifique du Real Instituto Elcano (Madrid).

Avant de rejoindre l'Institut Jacques Delors en 2009, elle a exercé à la Cellule de prospective de la Commission européenne, chez Futuribles International et à la Fondation Robert Schuman, puis a dirigé le programme Europe-International de la Fondation pour l'innovation politique.

Autrice et coautrice de nombreux travaux de référence, elle a récemment signé avec Arthur Leichthammer *"The EU's Art of the Deal: Shaping a Unified Response to Trump's Tariff Threats"* (2024). Elle a coordonné des analyses sur la stratégie automobile européenne avec Pascal Lamy et Arancha González (2025) et publié un rapport sur l'arsenal de défense commerciale de l'UE face à l'unilatéralisme américain (2025). En outre, elle intervient régulièrement dans les médias européens pour éclairer l'actualité commerciale et géo-économique.



L'EUROPE DEVANT UNE CRISE GÉOPOLITIQUE SANS PRÉCÉDENTS: DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LES ETATS CONCERNÉS

PERE VILANOVA TRIAS

Juriste et politologue andorran, Pere Vilanova Trias est professeur émérite de sciences politiques et de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone.

Représentant d'Andorre auprès de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), il prend part à l'élaboration d'avis et au suivi des travaux de cet organe consultatif du Conseil de l'Europe sur l'État de droit et l'ingénierie constitutionnelle. Son mandat actuel court jusqu'au 5 janvier 2028. Il préside la sous-commission « État fédéral et régional » et contribue aux travaux du Conseil pour les élections démocratiques.

Auparavant, Pere Vilanova Trias a été magistrat au Tribunal constitutionnel d'Andorre (1993-2003), qu'il a présidé de 2000 à 2002. Son parcours allie pratique juridictionnelle, expertise internationale et carrière académique. Il a dirigé en 1996 le bureau juridique de l'Administration de l'Union européenne à Mostar, a conseillé Carlos Westendorp à l'Office du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine (1998 et 2000), puis a été conseiller de l'Union européenne auprès de l'Autorité palestinienne (2003-2005) dans le cadre des réformes constitutionnelles.

Il publie régulièrement des analyses sur la géopolitique, les transitions constitutionnelles et les systèmes électoraux. Il intervient auprès de centres de recherche et dans les médias. Il a participé à de nombreuses missions d'observation et d'expertise électorales (dans les Balkans, au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Indonésie et en Haïti).

Défenseur d'un constitutionnalisme comparé pragmatique, il conçoit des solutions institutionnelles robustes, appuyées sur le dialogue, la comparaison internationale et le respect des droits fondamentaux.

Plus récemment, au sein de la Commission de Venise, il a été rapporteur de l'avis rendu en 2025 relatif au projet de décret référendaire en Haïti, ce qui illustre son rôle dans des contextes institutionnels sensibles. Parallèlement, il enseigne à l'Université de Barcelone depuis la fin des années 1970 et poursuit ses travaux en qualité de professeur émérite.



BASTIEN BRUNIS

Bastien Brunis est président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) de l'Est parisien (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). À ce titre, il fait entendre la voix des entreprises sur les grands enjeux économiques et sociaux, au plus près des territoires. Il stimule le dialogue avec les acteurs publics sur la compétitivité, l'emploi, les compétences et les transitions écologiques ainsi que numériques. Par ailleurs, il occupe les fonctions de directeur général délégué au sein de l'agence de communication responsable, LIMITE. Titulaire d'un DESS de droit de la vie politique (Université Paris-Nanterre) et de deux masters – en relations internationales et en droit comparé (Paris-1 Panthéon-Sorbonne) –, il mobilise une solide culture institutionnelle au service de l'intérêt général.

Bastien fonde l'agence Solicom en 2015 et la pilote jusqu'en 2023. Son parcours l'a mené du ministère des Transports (Sécurité routière) à Lowe Strateus, puis au journalisme indépendant, avant la direction de la communication et des partenariats chez Acteurs publics (2008-2015). Depuis 2024, il exerce les fonctions de directeur général délégué chez LIMITE, agence de communication responsable. Il accompagne les acteurs publics et privés à impact, de la définition du positionnement à la mobilisation de coalitions.

Porte-voix d'un patronat de terrain, il intervient régulièrement dans les médias (BFM Business, BFMTV, France 3 Paris Île-de-France) pour décrypter l'actualité économique, l'attractivité francilienne et les dynamiques d'investissement.

Plus récemment, Bastien s'est fortement impliqué dans l'héritage économique et social des Jeux olympiques de Paris 2024 en Seine-Saint-Denis. De surcroît, il analyse régulièrement l'attractivité des territoires et les retombées économiques pour le tissu entrepreneurial local, notamment les PME et les ETI.



FLORENCE BRILLOUIN

Florence Brillouin est directrice de la Francophonie économique et numérique (DFEN) à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Depuis septembre 2023, elle pilote des initiatives destinées à stimuler les échanges économiques au sein de l'espace francophone. Elle participe également au développement des compétences numériques, en particulier au travers le programme « D-CLIC », qui vise l'employabilité des jeunes et des femmes.

Porte-voix d'une Francophonie économique inclusive, elle représente l'OIF dans les grands rendez-vous internationaux où elle promeut une approche pragmatique du développement des talents, de l'innovation numérique ainsi que l'intégration des marchés francophones. En 2024, elle participe au Sommet de l'OCDE à Bruxelles et présente la dynamique D-CLIC lors de la Semaine de l'économie numérique de la CNUCED à Genève. En outre, elle intervient à VivaTech sur le thème de l'inclusion par le numérique. Son action se déploie également sur le terrain, via l'animation des missions économiques de la Francophonie destinées à créer des partenariats concrets et à accélérer la circulation des solutions ainsi que des investissements (cycle 2025 prévu, focus Bénin).

Suisse, formée à l'EDHEC en gestion et stratégie avec une spécialisation en relations internationales et droit diplomatique, elle totalise plus de vingt-cinq ans d'expérience au croisement des sphères économique et institutionnelle, autour des transitions numérique et énergétique ainsi que du développement durable. Cette double expertise guide son action à l'OIF, qui consiste à promouvoir une Francophonie économique créatrice d'emplois de qualité et à réduire les fractures numériques grâce à des solutions éprouvées, inclusives et contextualisées.



STIJN BROECKE

Stijn Broecke est économiste senior à l'OCDE depuis 2012, où il pilote l'initiative Future of Work consacrée aux transformations de l'emploi et des compétences à l'ère numérique de même que l'intelligence artificielle. Co-éditeur de "*OECD Employment Outlook 2019: The Future of Work*", il a contribué à structurer le débat international sur l'adaptation des marchés du travail, l'évolution des protections sociales et la formation tout au long de la vie. Il est également Research Fellow à l'IZA (Institute of Labor Economics).

Antérieurement à son entrée à l'OCDE, il a exercé à la Banque africaine de développement, au sein de la fonction publique britannique ainsi qu'au ministère de la Santé du Mozambique, nourrissant une approche résolument comparative des politiques publiques. Il est diplômé d'un master de philosophie (Université de Cambridge) et d'un doctorat en économie (Royal Holloway, Université de Londres).

Depuis 2020, il contribue au développement de AI-WIPS (Artificial Intelligence in Work, Innovation, Productivity and Skills), programme de l'OCDE soutenu par l'Allemagne, qui mesure et analyse les effets de l'IA sur l'organisation du travail, la productivité et les besoins en compétences.

L'IA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Stijn Broecke anime régulièrement les conférences internationales AI-WIPS et en diffuse les résultats, notamment par des articles de blog et une émission audio intitulée « AI and the Labour Market » (2023). Ses analyses récentes menées dans ce cadre éclairent l'évolution de la demande de compétences et l'exposition inégale des travailleurs à l'IA.

Ses interventions plaident pour une transition numérique socialement soutenable, avec un accent sur l'investissement dans les compétences, l'accompagnement des transitions, le dialogue social et des filets de sécurité adaptés.



JORDI ASCENSI SALA

Jordi Ascensi Sala est Coordinateur à Andorra Research + Innovation (AR+I), où il pilote des projets numériques à l'échelle nationale. Ingénieur en télécommunications et titulaire d'un master en gestion des entreprises et d'un master en philosophie, il totalise plus de vingt-cinq ans d'expérience en stratégies technologiques, systèmes d'information et innovation ouverte. Il met cette expertise au service de l'action publique, avec une attention constante à l'éthique et à la responsabilité numérique.

À l'international, il intervient sur la gouvernance de l'IA, au Conseil de l'Europe comme représentant de l'Andorre et membre du Bureau du Comité de l'intelligence artificielle, ainsi qu'à l'UNESCO, et comme point focal au sein du réseau IRCAI, afin de rapprocher la recherche, les politiques publiques et les acteurs économiques. Sur le terrain, il conçoit et déploie des projets pilotes de « pays-laboratoire » allant des collaborations avec le MIT Media Lab – projets liés aux capteurs environnementaux et aux données pour la mobilité et l'habitat, modélisation des déchets alimentaires et jumeaux numériques territoriaux – à des dispositifs d'observation et des plateformes de données au service des politiques publiques; il a également porté des initiatives de robotique d'assistance au Centre sociosanitaire El Cedre (avec le SAAS et Yasyt Robotics).

IA ET CONTRAT SOCIAL EUROPÉEN : UNE LECTURE SOCIOTECHNIQUE POUR LES DROITS, LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Orateur régulier, il est intervenu récemment à un side event de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la mise en œuvre de la Convention-cadre et la méthodologie d'évaluation des risques et des impacts de l'IA, à un panel de l'UNESCO sur la supervision de l'IA, ainsi qu'à une session sur « Les États et l'intelligence artificielle : comment soutenir les écosystèmes francophones? », et au cycle SORS du Barcelona Supercomputing Center sur l'IA et les droits humains. Sa thèse de maîtrise en philosophie explore comment le principe d'autonomie humaine éclaire la conception des systèmes numériques, en particulier des jumeaux numériques urbains, et leur alignement éthique dans l'action publique.



CLAUDIA DE SESSA

Claudia De Sessa est chargée de mission à la Commission européenne, où elle travaille à l'intersection de l'intelligence artificielle, de la recherche et de l'innovation, et des investissements stratégiques. À la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation, elle a coordonné les relations avec le Parlement Européen et les cabinets des Commissaires Ivanova et Zaharieva, en contribuant notamment à la Stratégie Européenne de Sécurité économique et aux Missions de l'UE dans Horizon Europe. Elle a également piloté les relations entre la Commission européenne, la Banque Européenne d'Investissement et le Fonds Européen d'Investissement.

Au sein du Bureau Européen de l'Intelligence Artificielle, elle a participé à l'élaboration de la Stratégie Apply AI, en particulier sur les volets investissements, gouvernance et adoption de l'IA dans les secteurs stratégiques, y compris sur les aspects des compétences numériques. Son action vise à relier les dimensions politiques et opérationnelles des politiques européennes, en intégrant recherche, innovation, compétitivité et adoption responsable de l'IA en Europe.

IA, EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ : UNE APPROCHE EUROPÉENNE

Ouverte au débat d'idées, elle a co-rédigé plusieurs *Vision Papers* (ThinkTank.Vision), c'est-à-dire des notes de prospective consacrées aux enjeux macroéconomiques et climatiques, tels que la révision du Pacte de stabilité ou les relations UE-États-Unis et UE-Chine. Forte de ce double ancrage – institutions européennes et société civile – elle promeut une méthode résolument opérationnelle : transformer la connaissance en décisions, anticiper les risques systémiques et bâtir des coalitions capables d'accélérer des transitions équitables, durables et renforçant la compétitivité européenne.



AHCÈNE GHEROUFELLA

Ahcène Gheroufella est directeur adjoint de l'Économie durable et inclusive chez Expertise France, où il pilote des programmes qui conjuguent transition verte, innovation et entrepreneuriat pour des économies plus résilientes. À ce titre, il représente l'agence auprès d'écosystèmes publics et privés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Il anime le dialogue avec les chambres de commerce et les partenaires nationaux sur l'emploi, la compétitivité et l'investissement durable. Diplômé de la prestigieuse École nationale d'administration et de Sorbonne Université (CELSA), il met cette culture des écosystèmes au service de politiques de transition concrètes.

Ahcène Gheroufella est spécialiste des politiques d'innovation et de l'appui aux entreprises, il a dirigé en Tunisie les programmes *Innov'i - EU4Innovation* et *Greenov'i* pour renforcer l'écosystème entrepreneurial, mobiliser des instruments de financement et accélérer l'émergence de projets à impact, notamment dans les greentech. Par ailleurs, il intervient également de façon régulière auprès des réseaux qui accompagnent les fonds et les incubateurs. Il a porté des initiatives en faveur de l'entrepreneuriat de la diaspora tunisienne.

L'EUROPE FACE À LA RÉVOLUTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : CATALYSEUR DE TRANSFORMATION OU FACTEUR DE DÉPENDANCE ? POUR UNE TRAJECTOIRE EUROPÉENNE DE SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE ET DE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

Engagé sur les enjeux de sobriété et de développement durable, il est co-auteur de *#Sobériser. Innover pour un monde durable* (Presses des Mines / FNEP, 2018), un ouvrage qui articule performance économique et réduction des empreintes carbone. En outre, il contribue au débat public en plaidant en faveur de dispositifs de soft-landing, de financement et de mise en réseau entre l'Europe et l'Afrique, afin de transformer les talents transnationaux en emplois locaux durables.



FRANCOPHONIE SCIENTIFIQUE : UNIVERSITÉS ET JEUNES AU CŒUR DE L'INNOVATION ET DE L'EMPLOI

JULI MINOVES TRIQUELL

Juli Minoves Triquell est recteur de l'Université d'Andorre depuis le 23 mai 2024, pour un mandat de cinq ans. Économiste de formation (Université de Fribourg) et politologue (MA/MPhil puis PhD en science politique à Yale), il a mené une carrière à la croisée du service public, de la diplomatie et de l'enseignement supérieur. Entre 2012 et 2024, il a été professeur, puis directeur de l'International Studies Institute à l'University of La Verne (Californie).

Au sein du gouvernement andorran, il a exercé les fonctions de ministre des Affaires étrangères (2001-2007), puis de ministre chargé des affaires publiques, du développement économique, du tourisme, de la culture et de l'enseignement supérieur (2007-2009).

Diplomate de carrière, il a été représentant permanent auprès des Nations unies et ambassadeur aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en Suisse, au Canada et en Finlande. À la tête de la diplomatie andorrane, il a notamment conduit en 2004 la conclusion d'un accord entre Andorre et l'Union européenne, et a accompagné l'intégration du pays aux Sommets ibéro-américains ainsi qu'à l'Organisation internationale de la Francophonie.

Figure du libéralisme politique, il a présidé Liberal International de 2014 à 2018 et en est aujourd'hui président d'honneur. Également écrivain, il a reçu en 1988 le Premi Fiter i Rossell pour son roman *Segles de memòria* ; en 2022, il a été élu à la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras (Institut d'Espagne).

À la direction de l'Université d'Andorre, il promeut une vision ouverte et partenariale, en consolidant un modèle d'« université de petit État » ancré dans les Pyrénées et connecté aux réseaux européens et internationaux. Il œuvre à l'hybridation des compétences, au déploiement de la science ouverte et à la maximisation de l'impact sociétal, tout en plaçant la formation tout au long de la vie au service des priorités nationales.



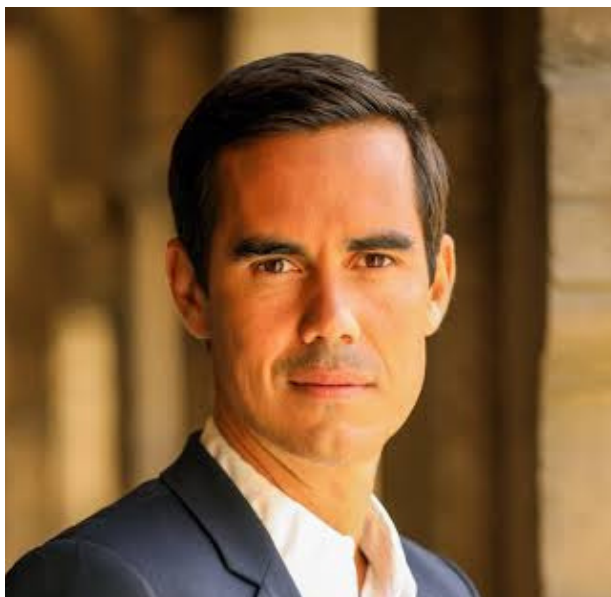
AHCÈNE GHEROUFELLA

Ahcène Gheroufella est directeur adjoint de l'Économie durable et inclusive chez Expertise France, où il pilote des programmes qui conjuguent transition verte, innovation et entrepreneuriat pour des économies plus résilientes. À ce titre, il représente l'agence auprès d'écosystèmes publics et privés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Il anime le dialogue avec les chambres de commerce et les partenaires nationaux sur l'emploi, la compétitivité et l'investissement durable. Diplômé de la prestigieuse École nationale d'administration et de Sorbonne Université (CELSA), il met cette culture des écosystèmes au service de politiques de transition concrètes.

Ahcène Gheroufella est spécialiste des politiques d'innovation et de l'appui aux entreprises, il a dirigé en Tunisie les programmes *Innov'i - EU4Innovation* et *Greenov'i* pour renforcer l'écosystème entrepreneurial, mobiliser des instruments de financement et accélérer l'émergence de projets à impact, notamment dans les greentech. Par ailleurs, il intervient également de façon régulière auprès des réseaux qui accompagnent les fonds et les incubateurs. Il a porté des initiatives en faveur de l'entrepreneuriat de la diaspora tunisienne.

JEUNES LEADERS FRANCOPHONES : ACTEURS D'UNE FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE AUDACIEUSE ET CONNECTÉE

Engagé sur les enjeux de sobriété et de développement durable, il est co-auteur de *#Sobériser. Innover pour un monde durable* (Presses des Mines / FNEP, 2018), un ouvrage qui articule performance économique et réduction des empreintes carbone. En outre, il contribue au débat public en plaidant en faveur de dispositifs de soft-landing, de financement et de mise en réseau entre l'Europe et l'Afrique, afin de transformer les talents transnationaux en emplois locaux durables.



NICOLAS HAZARD

Nicolas Hazard est un entrepreneur social français dont l'engagement pour une économie inclusive structure l'ensemble de ses initiatives. Président-fondateur d'INCO, il a bâti un groupe mondial présent dans plus de 140 pays, au service de l'entrepreneuriat à impact et du développement des compétences.

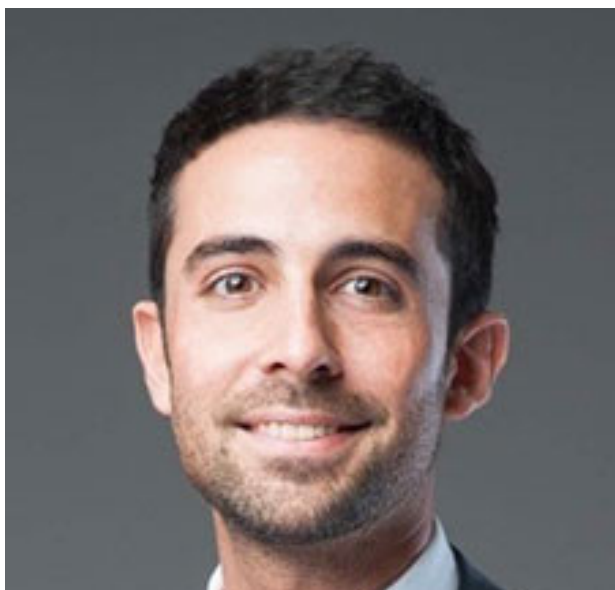
INCO s'articule autour de quatre piliers complémentaires : INCO Academy, qui a déjà formé plus de 400 000 personnes éloignées de l'emploi aux métiers d'avenir ; INCO Incubators, qui accompagne chaque année plus de 2 000 entrepreneurs à fort impact ; INCO Ventures, une plateforme d'investissement mobilisant plus de 500 M€ d'actifs ; et INCO Spaces, un réseau d'espaces de travail et de vie (Paris, Berlin, Varsovie, etc.).

Au fil des années, Nicolas est devenu un conseiller écouté dans les plus hautes sphères. Il a accompagné Romano Prodi, ancien président du Conseil italien, sur les questions d'emploi et d'économie, et conseillé Anne Hidalgo lors de la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024, défendant une vision de jeux inclusifs et écologiquement responsables. Il a également été conseiller d'Emmanuel Macron sur l'économie sociale et expert spécial auprès de la Commission européenne depuis 2020, aux côtés de la présidente Ursula von der Leyen et du commissaire Nicolas Schmit.

LA JEUNESSE FRANCOPHONE, PREMIÈRE PUISSANCE D'INNOVATION À IMPACT DU XXIE SIÈCLE

En 2022, la Réserve fédérale américaine l'a invité à présenter son ouvrage *The Future of Work*, où il formule des recommandations concrètes pour une transition juste du monde du travail. En 2023, il a rejoint le conseil pour l'innovation sociale du gouvernement allemand, sous l'égide de la ministre Bettina Stark-Watzinger. En toute discrétion, il conseille également plusieurs membres du gouvernement français, ainsi que des présidents de région tels que Valérie Pécresse, Carole Delga, Renaud Muselier ou Alain Rousset.

Porte-voix infatigable d'une économie plus humaine, Nicolas est à l'origine du sommet IMPACT², qui réunit chaque année à l'Hôtel de Ville de Paris 1 500 décideurs venus de 50 pays. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *The Future of Work* (2022) et *Happy End* (2023), tous deux parus chez Flammarion. Il contribue régulièrement à des médias internationaux tels que *The Guardian* ou le *Stanford Social Innovation Review*, et tient une chronique mensuelle dans *Le Monde*, consacrée aux mutations de l'économie.



ALEXANDRE PLANELLES

Alexandre Planelles est directeur général de l'Alliance des Patronats Francophones depuis l'été 2022. Cette organisation fédère 50 membres, dont 43 patronats nationaux dans 36 pays. Elle représente plus d'un million d'entreprises. Sous la présidence fondatrice de Geoffroy Roux de Bézieux (2022-2025), puis celle d'Ahmed Cissé (élu le 22 juillet 2025), il structure une francophonie économique d'action autour de priorités concrètes : mobilité des entrepreneurs, formation, transition écologique et levée des barrières réglementaires.

Alexandre Planelles est porte-voix d'un secteur privé francophone intégré, il coordonne la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF), désormais rendez-vous majeur des affaires francophones. Éditions : Paris 2021 ; Abidjan 2022 ; Québec 2023 ; Marrakech 2024 ; Brazzaville 2025 (co-organisation avec Unicongo). Il intervient en séance plénière et clôture les travaux autour d'une ambition : « rassembler, connecter, structurer ». Auparavant, il a été secrétaire général exécutif d'Unicongo (2015-2022). Il a piloté le dialogue public-privé et développé des services aux entreprises. Diplômé de l'INSEEC Paris, il a débuté dans l'industrie pétrolière (Gabon, Angola), puis a travaillé près de cinq ans chez TotalEnergies au Congo sur des fonctions de communication et de contenu local. Cette expérience nourrit aujourd'hui une approche très opérationnelle des écosystèmes.

À la tête de l'Alliance des Patronats Francophones, il accompagne l'expansion du réseau. En novembre 2023, l'APF a annoncé l'ouverture d'une représentation en Côte d'Ivoire. Il pilote le lancement de l'Académie des Patronats (juillet 2025). L'objectif est de renforcer les capacités des organisations membres.